



**TERRES AUSTRALES  
ET ANTARCTIQUES FRANÇAISES**



**Décision n° 2018-113 du 27 août 2018  
délivrante une autorisation de pêche à la légine australe (*Dissostichus eleginoides*) à l'armement  
SAPMER pour le navire *Cap Horn I* dans les zones économiques exclusives de Kerguelen et de  
Crozet pendant la campagne 2018-2019 et portant une attribution de quota**

L'administrateur supérieur des Terres australes et antarctiques françaises,

Vu la Convention pour la conservation de la faune et de la flore marines de l'Antarctique, signée à Canberra le 20 mai 1980 et entrée en vigueur à l'égard de la France le 16 octobre 1982, ensemble les mesures de conservation adoptées par la Commission pour la conservation de la faune et de la flore marines de l'Antarctique (CCAMLR) et rendues applicables dans les zones économiques de Kerguelen et de Crozet ;

Vu la convention des Nations unies sur le droit de la mer (ensemble neuf annexes) du 10 décembre 1982 ;

Vu le Code rural et de la pêche maritime ;

Vu la loi n° 55-1052 modifiée du 6 août 1955 portant statut des Terres australes et antarctiques françaises et de l'île de Clipperton ;

Vu le décret n° 83-99 du 9 février 1983 portant publication de la convention de délimitation maritime entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de l'Australie, signée à Melbourne le 4 janvier 1982 ;

Vu le décret n° 2008-919 du 11 septembre 2008 pris pour l'application du statut des Terres australes et antarctiques françaises ;

Vu le décret n° 2017-366 du 20 mars 2017 établissant les limites extérieures de la mer territoriale et de la zone économique exclusive au large des îles Crozet (Terres australes et antarctiques françaises) ;

Vu le décret n° 2017-368 du 20 mars 2017 établissant les limites extérieures de la mer territoriale et de la zone économique exclusive au large des Kerguelen (Terres australes et antarctiques françaises) ;

Vu l'arrêté n° 2015-155 du 16 novembre 2015 relatif à l'exercice des fonctions de contrôleur de pêche dans les zones économiques exclusives françaises des mers australes ;

Vu l'arrêté n° 2017-65 du 30 août 2017 prescrivant les règles encadrant l'exercice de la pêche à la légine australe (*Dissostichus eleginoides*), dans les zones économiques exclusives de Crozet et de Kerguelen ;

Vu l'arrêté n° 2018-62 du 20 juillet 2018 portant fixation du total admissible de capture de légine (*Dissostichus eleginoides*) dans les zones économiques exclusives de Kerguelen et de Crozet pour la campagne 2018-2019 ;

Vu l'arrêté n° 2018-71 du 27 août 2018 portant répartition en quotas des totaux admissibles de capture de légine australe (*Dissostichus eleginoides*) dans les zones économiques exclusives de Kerguelen et de Crozet entre les armements autorisés à pêcher à la palangre pendant la campagne 2018-2019 ;

Sur proposition de la secrétaire générale,

Décide :

**Art. 1<sup>er</sup>** : Une autorisation de pêche à la légine australe (*Dissostichus eleginoides*) est délivrée à l'armement SAPMER pour le navire *Cap Horn I* pour la campagne 2018-2019, soit du 1<sup>er</sup> septembre 2018 au 31 août 2019.

**Art. 2** : Un quota de pêche à la légine australe est attribué au navire *Cap Horn I* par l'arrêté n° 2018-71 du 27 août 2018 susvisé, et réparti de la façon suivante :

- 701,082 tonnes dans la zone économique de Kerguelen,
- 132,7 tonnes dans la zone économique de Crozet.

**Art. 3** : Les caractéristiques du navire *Cap Horn I* sont les suivantes :

**Nom de l'armateur** : Armement SAPMER

**Longueur HT** : 55,49 mètres

**Numéro et lieu d'immatriculation** : FK 924 318 à Port-aux-Français (Kerguelen)

**Art. 4** : Les prescriptions techniques et obligations liées à cette autorisation sont déterminées par l'arrêté n° 2017-65 du 30 août 2017.

**Art. 5** : La secrétaire générale des Terres australes et antarctiques françaises, les chefs des districts de Kerguelen et de Crozet et les contrôleurs de pêche sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application de la présente décision qui sera publiée au *Journal officiel* des Terres australes et antarctiques françaises et notifiée à l'armement intéressé.

La secrétaire générale, par suppléance de  
l'administrateur supérieur des Terres australes  
et antarctiques françaises

Christine GEOFFROY

